

Répertoire et démographie des entreprises modernes en 2016

4^{ème} Edition

Chiffres clés, sur la base du deuxième Recensement Général des Entreprises de 2016 (RGE-2) :

28 872 entreprises modernes répertoriées dont 11 272 implantées à Douala (39,0%) et 10 443 à Yaoundé (36,2%).

60,6% sont des entreprises individuelles.

360 426 employés permanents dans le secteur moderne dont 120 139 dans les PME en 2016.

11 552 milliards de FCFA de chiffre d'affaires générés par les entreprises modernes en 2016 dont 2 107 milliards de FCFA pour les PME.

Les entreprises d'effectifs employés permanents supérieurs à 100 personnes représentent 1,5% de l'ensemble mais emploient 57,6% du total des effectifs.

Le secteur primaire concentre 1,1% des entreprises, emploie 10,4% des effectifs et génère 3,8% du chiffre d'affaires global.

Le secteur secondaire concentre 10,1% des entreprises, emploie 26,1% des effectifs et génère 34,7% du chiffre d'affaires global.

Le secteur tertiaire concentre 88,8% des entreprises, emploie 63,5% des effectifs et génère 61,5% du chiffre d'affaires global.

Les entreprises de chiffre d'affaires supérieur à 3 milliards représentent 1,5% de l'ensemble des entreprises et cumulent 78,7% du chiffre d'affaires global.



Institut National de la Statistique

BP: 134 Yaoundé

Tel.: (+237) 222 22 04 45

Fax: 237) 222 23 24 37

Website: www.statistics-cameroon.org

Août 2018

Avant-propos

L'Institut National de la Statistique (INS) a le plaisir de présenter le répertoire et la démographie des entreprises modernes en 2016, année marquée par la réalisation du deuxième Recensement Général des Entreprises (RGE-2).

Cette quatrième édition donne la situation des entreprises assujetties à la Déclaration Statistique et Fiscale (DSF) et concerne l'année 2016. Ce travail s'inscrit en droite ligne du processus de mise en place et d'opérationnalisation de la Centrale des Bilans des Entreprises qui est un chantier que l'INS a démarré en 2012.

Dans le cadre de cette activité, une nouvelle chaîne de traitement des DSF a été mise en place avec deux (02) pools de saisie des données à Douala et Yaoundé. Ce dispositif a conduit à ce jour à la saisie complète des DSF des entreprises du Système Normal et du Système Allégé pour les années 2007, 2010, 2011, 2013, 2014, 2015 et 2016. La saisie complète des DSF des Etablissements de Crédit, quant à elle, a débuté en 2013, et celles des Sociétés d'Assurances en 2015.

Il est envisagé, dans les prochaines éditions, de prendre en compte les entreprises du Système Minimal de Trésorerie, constitué principalement des Très Petites Entreprises, et le Système des Etablissements de Microfinance afin de mieux capter le tissu économique moderne dans sa globalité.

Le rapport se focalise sur les données d'identification et quelques données économiques (Emploi, Chiffre d'affaires) des entreprises dont les DSF ont été collectées pour l'exercice 2015.

L'INS profite de cette occasion pour rappeler à toutes les entreprises, quelle que soit leur taille, à déposer leur DSF dans les délais réglementaires auprès de la Direction Générale des Impôts ou alors directement au niveau des Agences Régionales de l'INS. De même, il tient à remercier les responsables des entreprises ayant déposé leur déclaration statistique et fiscale au cours de l'exercice sous-révu.

L'INS remercie également les Administrations, notamment le Ministère des Finances, les cabinets d'experts comptables pour leur appui à la collecte des DSF. L'Institut accueillera avec intérêt les suggestions susceptibles d'aider à l'amélioration de ce document.

Les bases de données constituées peuvent être consultées à l'adresse ci-dessous :

Institut National de la Statistique BP : 134 Yaoundé
Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21 Fax : (+237) 222 23 24 37
Site Web: www.statistics-cameroon.org/www.nada.stat.cm

Liste des sigles et Abréviations

BDEF	Banque de Données Economiques et Financières
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CFCE	Centre de Formalité de Création d'Entreprises.
CGA	Centre de Gestion Agrée
CITI	Classification Internationale Type par Industries
Code INS	Identifiant interne des entreprises
DGI	Direction Générale des Impôts
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
EMF	Etablissement de Microfinance
INS	Institut National de la Statistique
IDU	Identifiant Unique
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat
NACAM	Nomenclature des Activités du Cameroun
NAEMA	Nomenclature d'Activité des Etats Membres d'Afristat
OES	Organisation de l'Economie Sociale
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
RCCM	Registre du Commerce et du Crédit Mobilier
RGE	Recensement Général des Entreprises
SNDS	Stratégie Nationale de Développement de la Statistique
SYSCOHADA	Système comptable OHADA

Sommaire

Table des matières

Avant-propos.....	2
Liste des sigles et Abréviations.....	3
Sommaire.....	4
Introduction.....	5
Section1. Aperçu de la méthodologie.....	6
Section 2. Situation du répertoire en 2016.....	8
Section 3. Implantation des entreprises.....	10
Section 4. Forme juridique.....	10
Section 5. Activités économiques exercées.....	11
Section 6. Emploi dans les entreprises modernes.....	14
Section 7.Chiffre d'affaires des entreprises en 2016.....	19
Section 8. Les Top 15 des entreprises en termes de chiffres d'affaires en 2016.....	24
Section 9. Les Top 15 des entreprises en termes d'effectifs employés en 2016.....	25
Section 10. Dynamique de création des entreprises dans les CFCE.....	26
Conclusion, perspectives et recommandations.....	30
Annexe : Equipe technique.....	31

Introduction

Le premier Recensement Général des Entreprises, réalisé par l'INS en 2009, a permis de mettre en place un répertoire national des entreprises modernes dont la mise à jour se fait principalement à partir de la collecte des DSF.

La DSF constitue une source importante pour le suivi des entreprises modernes. Elle permet notamment de : (i) avoir une visibilité sur la situation comptable et financière de l'entreprise, (ii) appréhender les indicateurs structurels sur le système productif, (iii) et fournir les informations pour l'élaboration des comptes nationaux. Pour ce faire, il est capital de disposer des liasses fiscales pour chaque exercice comptable.

La disponibilité de ces DSF, pour l'exercice 2016, année qui a été marquée par la réalisation du deuxième Recensement Général des Entreprises (RGE-2), a permis la production du présent document sur le répertoire et la démographie des entreprises modernes. Il est à noter, par ailleurs, que les travaux de mise à jour dudit répertoire servent de cadre pour la consolidation des bilans dans la Banque des Données Economiques et Financières (BDEF).

Le présent rapport permet, non seulement d'actualiser les informations sur les entreprises modernes, mais aussi de disposer d'une base de données indispensable à tout exercice de planification et à la réalisation de diverses études. Il met ainsi en relief les entreprises et les branches d'activités les plus importantes, selon les caractéristiques socio-économiques telles que le chiffre d'affaires et les effectifs employés.

Outre l'introduction et la conclusion, le rapport s'articule autour de dix (10) sections. La première fait un bref aperçu de la méthodologie utilisée. Les sections suivantes passent en revue l'implantation géographique, la forme juridique, l'activité économique exercée, l'emploi, le chiffre d'affaires. La dernière section traite de la dynamique de création des entreprises.

Section1. Aperçu de la méthodologie

La mise en œuvre du répertoire des entreprises modernes est conforme au règlement N° 01/CM/AFRISTAT/ 2009 d'AFRISTAT sur le répertoire statistique d'entreprises. Cet outil est fondamental pour le suivi des unités économiques.

1.1 Définition et objectifs du répertoire

Au sens du présent document, les entreprises modernes sont celles relevant du secteur formel et produisant une DSF¹. Le Répertoire des entreprises modernes est donc une base de données qui identifie les entreprises de ce type. Il enregistre les informations sur l'identification administrative, la localisation géographique, l'activité et l'emploi etc.

L'objectif principal de ce répertoire est de fournir des informations fiables et à jour sur la structure et la démographie de toutes les entreprises modernes (et leurs établissements) exerçant une activité au sein de l'économie nationale. De manière spécifique, ce répertoire vise à :

- ☞ répertorier les entreprises assujetties à la DSF (et leurs établissements) dans leur exhaustivité;
- ☞ renseigner pour chaque entreprise/établissement son poids économique, ses activités, sa localisation, etc.
- ☞ assurer la mise à jour des informations pour suivre la démographie des entreprises.

A partir de la masse d'informations contenue dans le répertoire, plusieurs prestations peuvent être fournies, notamment :

- la constitution d'échantillons pour les enquêtes et études auprès des entreprises ;
- l'analyse statistique de la population des entreprises et de sa démographie ;
- le suivi des performances du secteur privé ;
- la diffusion d'informations fiables sur les entreprises pour les besoins des utilisateurs ;
- les études de marché (recherche de partenaires exerçant dans une branche donnée, connaissance de la structure de l'économie nationale, mesure de la contribution des entreprises à l'emploi, etc.) ;
- les informations fiables pour l'élaboration des comptes nationaux.

1.2 Champ

Le répertoire des entreprises modernes enregistre toutes les entreprises établies sur le territoire national, et assujetties à une DSF, selon le plan comptable en vigueur auquel ces entreprises sont soumises, en l'occurrence le Système comptable OHADA (SYSCOHADA). Les entreprises répertoriées sont celles qui ont déposé leurs liasses fiscales de l'année 2016.

1.3 Sources de données

Les données proviennent des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) déposées par les entreprises auprès de la DGI ou à l'INS. Les DSF retardataires ou rectificatives collectées lors

¹La Déclaration Statistique et Fiscale (DSF) est un document administratif présentant les états comptables et financiers des entreprises au cours d'un exercice

de la campagne sur l'exercice suivant, sont également prises en compte dans le répertoire de l'exercice sous revu.

1.4 Traitement des données

L'exploitation de la base de saisie des DSF de l'année 2016 a d'abord permis de constituer une base de données d'environ 18 441 entreprises qui ont eu à déposer une DSF pour l'exercice 2016. L'examen de ce répertoire, compte tenu de la réalité économique a permis d'identifier des entreprises qui ne l'ont pas fait. Les informations pour celles-ci ont été complétées selon les cas suivants:

- 1^{er} cas : Elles ont participé au RGE2 : Les informations ont été exploitées dans le cadre de ce rapport ;
- 2^{ème} cas : Elles n'ont pas participé au RGE2, mais elles ont déposé leur document de l'exercice 2017. Dans ce cas, l'information de l'année 2016 est récupérée à partir du document de l'année 2017 ;
- 3^{ème} cas : Elles n'ont pas été recensées au RGE2 en raison des difficultés à les localiser sur le terrain et elles n'ont pas déposé leur document de l'exercice 2017. Dans cet autre cas, les informations de l'année 2015 sont reportées à l'année 2016.

Ce traitement a permis de mettre à jour le répertoire de 2015 et d'obtenir celui de 2016, pourvu de 28 872 entreprises.

Par ailleurs, l'on a observé la présence de données manquantes dues au non renseignement de certaines variables de classement, notamment, le chiffre d'affaires et l'effectif employé. Le traitement de ces données manquantes s'est fait de la manière suivante :

- Pour les personnes physiques, l'effectif employé des branches « commerce » et des « activités de soutien aux entreprises » a été imputé à 1. Pour les autres branches, l'imputation a été faite par la moyenne de chacun de ces deux indicateurs dans les strates constituées;
- Pour les personnes morales, l'imputation par le chiffre d'affaires moyen est effectuée dans chaque strate, les strates étant obtenues par croisement de la branche d'activité et de la tranche d'effectifs employés. De même l'imputation par l'effectif moyen est effectuée dans chaque strate obtenue par croisement de la branche d'activité et de la tranche du chiffre d'affaires.

La gestion de certaines variables de classement comme l'activité principale exercée ou la typologie de l'entreprise est particulière. En effet, en ce qui concerne l'activité, les changements ne peuvent être considérés comme tels que s'ils sont observés durant deux (02) années consécutives. Tel est également le cas pour la typologie.

Le traitement des données de localisation manquantes, notamment le repère et la boîte postale, s'est fait en utilisant principalement les données du fichier du contribuable de la Direction Générale des Impôts.

1.5 Période de publication

Le répertoire et la démographie des entreprises modernes de l'exercice sous revu (année N) est publié en fin d'année N+1.

1.6 Nomenclature utilisée

La codification des entreprises répertoriées est faite selon la Nomenclature des Activités du Cameroun rev1 (NACAM, rev1). Cette classification est une adaptation de la Nomenclature d'Activité des Etats Membres d'AFRISTAT (NAEMA, rev1), elle aussi issue de la Classification Internationale Type par Industries (CITI, rev4) des Nations Unies.

La NACAM rev1 est la nomenclature officielle rendue obligatoire par décret N°2016/0895/PM du 03mai 2016.

1.7 Les principales variables

Le répertoire décline les variables ci-dessous :

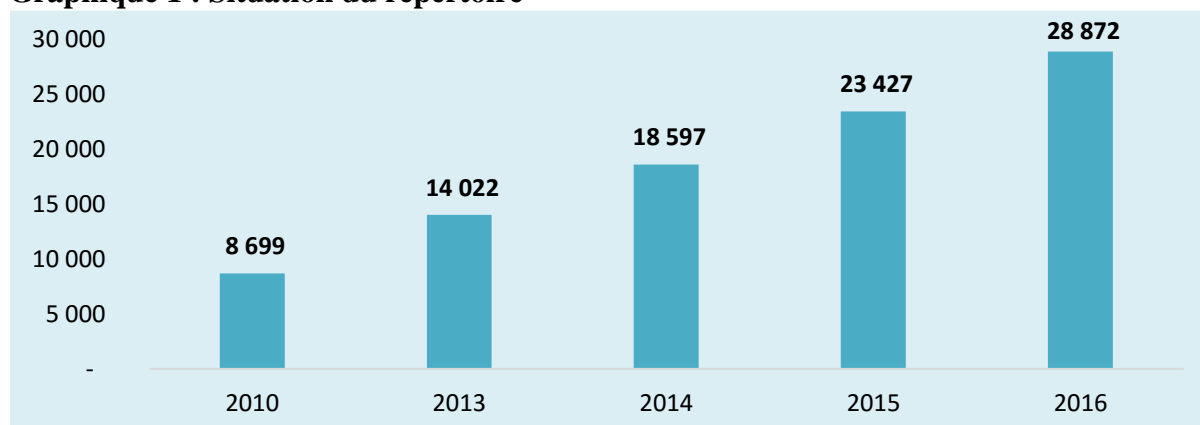
- le numéro de contribuable ;
- le numéro d'identification au RCCM ;
- le capital social de l'exercice;
- la forme juridique ;
- la raison sociale ;
- le sigle ;
- le site web ;
- le numéro d'identification attribué par l'INS à l'entreprise ;
- l'effectif d'employés de l'exercice;
- l'activité de l'entreprise ;
- les produits ;
- le chiffre d'affaires de l'exercice ;
- le dépôt de la DSF ;
- La date de Création.

Section 2. Situation du répertoire en 2016

Le nombre d'entreprises modernes répertoriées en 2016 est de 28 872 unités contre 23 427 en 2015 et 18 597 en 2014. Les facteurs explicatifs de cette évolution sont notamment :

- Une meilleure couverture du champ ;
- Une formalisation des entreprises existantes ;
- Des créations de nouvelles entreprises personnes physiques ;
- Une mise à jour de l'identifiant INS.

Graphique 1 : Situation du répertoire



Source : Centrale des Bilans 2016

Encadré 1 : Procédé de mise à jour de l'identifiant INS

L'identification des unités économiques du répertoire se fait à deux niveaux : celui de l'entreprise siège et celui de l'établissement. L'identification d'une entreprise siège au répertoire est faite grâce à l'attribution d'un code numérique non significatif comportant 7 chiffres (complété par les zéro pour tenir sur 10 positions). Tout établissement est identifié par un code numérique, également non significatif, à 10 chiffres.

Illustration :

Identifiant de l'entreprise siège : 1194403000

Si l'entreprise dispose des établissements, l'identifiant INS du premier établissement enregistré devra se présenter de la manière suivante 1194403001, celui du deuxième établissement 1194403002, ainsi de suite.

Le numéro attribué est non significatif en ce sens qu'il ne contient aucun code caractérisant l'activité, la localisation des unités, la forme juridique ou la taille de l'entreprise etc. Toutefois, les chiffres 1 en début du code sont attribués aux entreprises publiques ou parapubliques.

Le code identifiant d'une entreprise permet d'identifier théoriquement 9 999 999 (neuf millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf) entreprises sièges. Tout établissement reçoit un code identifiant d'établissement même pour une entreprise qui exploite un établissement unique. Le code identifiant de l'établissement comporte en racine le code identifiant de l'entreprise siège plus un numéro interne de classement (NIC) qui est séquentiel (commençant par 001). Le numéro interne de classement comporte autant de zéro à gauche pour tenir sur trois positions. Un code attribué à un établissement n'est plus jamais utilisé au profit d'un autre établissement de cette entreprise.

Le NIC permet d'identifier théoriquement 999 (neuf cent quatre-vingt-dix-neuf) établissements pour une entreprise donnée.

Le code identifiant d'une entreprise est un numéro séquentiel à 6 chiffres plus une clé de

contrôle attribué automatiquement et qui en assure l'unicité et la validité.

Le numéro séquentiel est attribué selon la date de création (jour/mois/année) de l'entreprise. En cas d'égalité de date de création, un mécanisme aléatoire est appliqué aux entreprises classées par ordre alphabétique.

Algorithme de contrôle de validité du code identifiant

Le principe utilisé pour vérifier la validité du code identifiant attribué est basé sur l'algorithme de Luhn encore appelé « formule de Luhn » ou encore « clé 1-2 ».

Section 3. Implantation des entreprises

Les entreprises modernes sont inégalement réparties sur le territoire national. Les régions du Littoral et du Centre concentrent près de 8 entreprises sur 10 ; les deux métropoles Douala (39 % des entreprises) et Yaoundé (36,2%) se taillant la part du lion. Très loin derrière, suivent l'Ouest (6,1%), le Sud-ouest (4,5%) et le Nord-ouest (3,5%). Les autres régions concentrent chacune moins de 2,5 % d'entreprises.

Région	Nombre d'entreprises modernes en 2016	Pourcentage
Adamaoua	388	1,3
Centre	10 815	37,5
<i>Dont Yaoundé</i>	<i>10 443</i>	<i>36,2</i>
Est	312	1,1
Extrême-nord	453	1,6
Littoral	12 109	41,9
<i>Dont Douala</i>	<i>11 272</i>	<i>39,0</i>
Nord	477	1,7
Nord-ouest	998	3,5
Ouest	1 753	6,1
Sud	268	0,9
Sud-ouest	1 299	4,5
Ensemble	28 872	100,0

Source : Centrale des Bilans 2016

Section 4. Forme juridique

En 2016, le tissu des entreprises modernes reste majoritairement constitué d'entreprises individuelles, soit 60,6% contre 58,6% en 2015, 55,6% en 2014 et 52,5% en 2013. Elles sont suivies des SARL (30,0%). Les SA quant à elles sont au nombre de 1 114, soit 3,9% des

entreprises. Depuis 2013 (date de la 1^{ère} édition), l'on note ainsi une accentuation de la domination démographique des entreprises individuelles sur les sociétés.

Forme juridique	Nombre d'entreprises modernes en 2016	Pourcentage
Société Individuelle	17 488	60,6
SARL Unipersonnelle (SARLU ou SUARL)	397	1,4
Société à Responsabilité Limitée (SARL)	8 653	30,0
Société Anonyme (SA)	1 114	3,9
Société en Nom Collectif (SNC)	125	0,4
Société en Commandite Simple(SCS)	7	0,0
Coopérative	128	0,4
Groupe d'Initiative Commune (GIC)	119	0,4
Groupe d'Intérêt Economique (GIE)	33	0,1
Entreprise Publique et Etablissement Public Administratif	31	0,1
Organisation Non Gouvernementale (ONG)	16	0,1
Société Civile Immobilière (SCI)	328	1,1
Société Civile Professionnelle (SCP)	44	0,2
Société par Actions Simplifiées (SAS)	13	0,0
Autre forme juridique	376	1,3
Ensemble	28 872	100,0

Source : Centrale des Bilans 2016

Cette tendance est la même que celle observée dans les Centres de Formalités de Création des Entreprises (CFCE) où les entrepreneurs optent majoritairement pour les entreprises individuelles. Toutefois, la revue à la baisse du capital requis pour la création d'une SARL à 100 000 F CFA au lieu de 1 000 000 FCFA pourrait contribuer à inverser cette situation dans les prochaines années.

Section 5. Activités économiques exercées

En 2016, la tertiarisation du tissu économique moderne s'est accentuée. Sur 100 entreprises, près de 89 exercent leur activité principale dans le secteur tertiaire. Le secteur secondaire concentre 10,1% des entreprises.

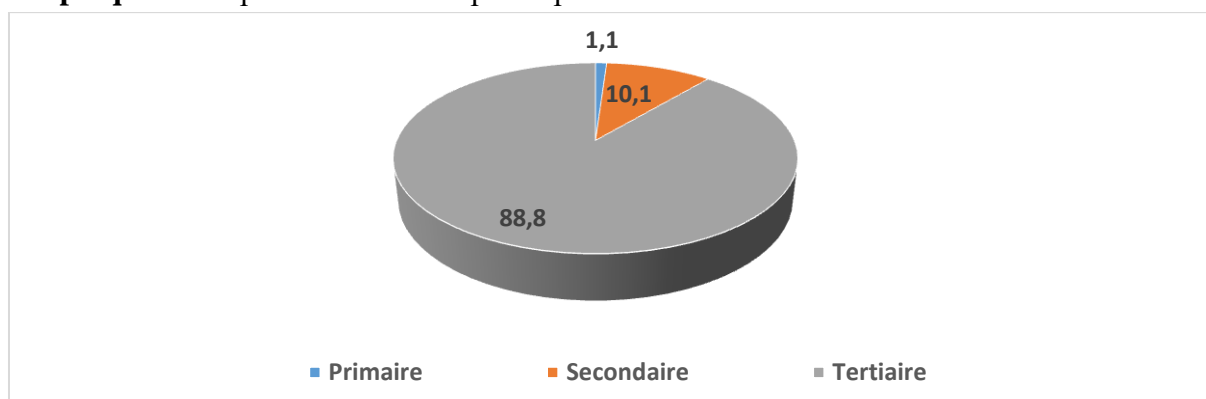
Le secteur primaire est le moins pourvu, avec 1,1% des entreprises modernes. En effet, le mode d'organisation de l'activité dans ce secteur dans le contexte national fait en sorte que peu de structures sont organisées en entreprises/entités structurées.

Dans le secteur tertiaire, les activités des entreprises répertoriées se concentrent dans les branches « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » et « Activités fournies principalement aux entreprises » qui représentent à elles seules 68% du tertiaire.

Le secteur secondaire moderne est majoritairement constitué d'unités opérant dans la construction, notamment les BTP. Les activités manufacturières sont principalement portées par les branches telles que : « fabrication de produits à base de céréales » ; « Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction ».

Dans le secteur primaire, les entreprises exercent beaucoup plus dans la branche « Sylviculture et exploitation forestière ».

Graphique 2 : Répartition des entreprises par secteur d'activité en 2016



Source : Centrale des Bilans 2016

Code Branche NACAM Rev 1	Libellé de la branche	Nombre d'entreprises modernes en 2016	Pourcentage
1	Agriculture	97	0,3
2	Elevage et chasse	73	0,3
3	Sylviculture et exploitation forestière	134	0,5
4	Pêche et aquaculture	4	0,0
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	24	0,1
6	Extraction des minerais	78	0,3
7	Industrie de la viande et du poisson	6	0,0
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	22	0,1
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	60	0,2
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	52	0,2
11	Fabrication de produits à base de céréales	286	1,0
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	32	0,1
13	Industrie de boissons	36	0,1
15	Industries du textile et de la confection	55	0,2

Code Branche NACAM Rev 1	Libellé de la branche	Nombre d'entreprises modernes en 2016	Pourcentage
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	10	0,0
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	205	0,7
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	291	1,0
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	2	0,0
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	85	0,3
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	55	0,2
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	22	0,1
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	167	0,6
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	22	0,1
25	Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	5	0,0
26	Fabrication de matériel de transport	4	0,0
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	98	0,3
28	Réparation et installation des machines et équipements	61	0,2
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionne	16	0,1
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	48	0,2
31	Construction	1 182	4,1
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	9 131	31,6
33	Hébergement et restauration	1 225	4,2
34	Transport et entreposage	1 184	4,1
35	Activité d'information et de télécommunications	660	2,3
36	Activités financières et d'assurance	366	1,3
37	Activités immobilières	460	1,6
38	Activités fournies principalement aux entreprises	10 499	36,4
40	Activités éducatives	1 121	3,9
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	572	2,0
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	422	1,5
	Ensemble	28 872	100,0

Source : Centrale des Bilans 2016

Section 6. Emploi dans les entreprises modernes

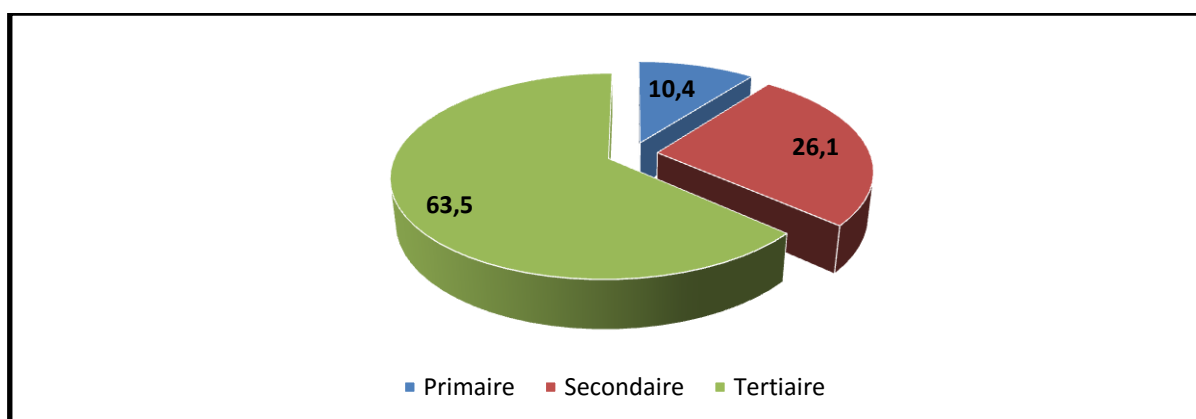
En 2016, les entreprises modernes occupent 360 426 employés permanents. La structure selon la tranche d'effectif employé, met en exergue la prépondérance des entreprises dont la taille ne dépasse pas 5 personnes. C'est le cas de plus de 3 entreprises sur 4. Les entreprises ayant un effectif compris entre 6 et 10 employés représentent 12,2%. En revanche, les entreprises de grandes tailles (plus de 100 personnes) sont très peu nombreuses (1,5%), mais concentrent la majorité des emplois (57,6).

Tranche d'effectif employé	Nombre d'entreprises	Pourcentage	Effectif cumulé d'employé	Poids (%)
1 à 5 personnes	21 832	75,6	41 212	11,4
6 à 10 personnes	3 516	12,2	28 954	8,0
11 à 20 personnes	1 678	5,8	23 633	6,6
21 à 100 personnes	1 400	4,8	59 071	16,4
plus de 100 personnes	446	1,5	207 556	57,6
Ensemble	28 872	100,0	360 426	100,0

Source : Centrale des Bilans 2016

Par **secteur d'activité**, le tertiaire (63,5%) est le plus grand pourvoyeur d'emplois, suivi du secondaire (26,1%). Le primaire moderne représente seulement 10,4% des emplois.

Graphique 3 : Répartition des emplois par secteur d'activité (%)



Source : Centrale des Bilans 2016

L'effectif moyen employé dans une entreprise moderne est de 12 personnes en 2016. Suivant ce critère, la branche « Raffinage du pétrole et cokéfaction » est la première génératrice d'emploi avec 407 travailleurs en moyenne par entreprise. Elle est suivie de la branche « Agriculture » (307) et « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (251), « Industrie de boissons » (171), « Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux » (162). En revanche les effectifs moyens les plus faibles s'observent dans la « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » (6 personnes); « Activités fournies

principalement aux entreprises » (6 personnes) « Activité pour la santé humaine et action sociale » (6 personnes), « Activités immobilières » (7 personnes).

Selon le cumul des effectifs employés, six (06) branches se démarquent avec plus de 15 000 personnes. Il s'agit de : « Activités fournies principalement aux entreprises » (66 591), « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules» (57 452), le « Transport et entreposage» (31 790), « Agriculture » (29 810), « Construction » (19 167) et les « Activités éducatives » (16 940).

Code Branche NACAM Rev 1	Libellé de la branche	Nombre d'entreprises en 2016	Effectif moyen employé en 2016	Effectifs Cumulé d'employés	Poids (%)
1	Agriculture	97	307	29810	8,3
2	Elevage et chasse	73	9	662	0,2
3	Sylviculture et exploitation forestière	134	53	7096	2,0
4	Pêche et aquaculture	4	13	53	0,0
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	24	46	1093	0,3
6	Extraction des minerais	78	11	896	0,2
7	Industrie de la viande et du poisson	6	92	554	0,2
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	22	81	1782	0,5
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	60	47	2849	0,8
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	52	162	8449	2,3
11	Fabrication de produits à base de céréales	286	25	7266	2,0
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	32	67	2143	0,6
13	Industrie de boissons	36	171	6164	1,7
15	Industries du textile et de la confection	55	25	1364	0,4
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	10	10	101	0,0
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	205	38	7887	2,2
18	Fabrication de papier, carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction	291	10	2856	0,8
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	2	407	813	0,2
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	85	62	5267	1,5

Code Branche NACAM Rev 1	Libellé de la branche	Nombre d'entreprises en 2016	Effectif moyen employé en 2016	Effectifs Cumulé d'employés	Poids (%)
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	55	139	7621	2,1
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	22	46	1010	0,3
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	167	25	4166	1,2
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	22	21	460	0,1
25	Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	5	15	76	0,0
26	Fabrication de matériel de transport	4	24	95	0,0
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	98	9	858	0,2
28	Réparation et installation des machines et équipements	61	19	1188	0,3
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	16	251	4018	1,1
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	48	123	5913	1,6
31	Construction	1 182	16	19167	5,3
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	9 131	6	57452	15,9
33	Hébergement et restauration	1 225	9	10816	3,0
34	Transport et entreposage	1 184	27	31790	8,8
35	Activité d'information et de télécommunications	660	30	19810	5,5
36	Activités financières et d'assurance	366	37	13717	3,8
37	Activités immobilières	460	7	3034	0,8
38	Activités fournies principalement aux entreprises	10 499	6	66591	18,5

Code Branche NACAM Rev 1	Libellé de la branche	Nombre d'entreprises en 2016	Effectif moyen employé en 2016	Effectifs Cumulé d'employés	Poids (%)
40	Activités éducatives	1 121	15	16940	4,7
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	572	6	3701	1,0
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	422	12	4899	1,4
Ensemble		28 872	12	360426	100,0

Source : Centrale des Bilans 2016

Selon la **région d'implantation** des entreprises modernes, le Littoral est le premier pourvoyeur d'emplois modernes avec 54,1% de l'ensemble des effectifs employés. Cette région est suivie du Centre (27,1%). C'est le fait essentiellement des deux (02) métropoles que sont Douala et Yaoundé qui emploient respectivement 54,1% et 26,5% des personnes.

De fortes disparités s'observent relativement à la taille moyenne des entreprises qui sont implantées dans les régions. Le Sud avec un effectif moyen de 27 personnes par entreprises et le Sud-ouest (23) présentent des ratios élevés, expliqués par la présence des grandes agro-industries à l'instar de la CDC au Sud-ouest et HEVECAM au Sud, qui effacent les quelques autres unités modernes qui y sont implantées. Le Littoral à travers Douala se caractérise également comme bastion d'entreprises de grande taille. En revanche, les tailles moyennes les plus faibles s'observent à l'Extrême-nord (5), l'Ouest (6), l'Adamaoua (7), l'Est (7) et le Nord-ouest (8).

Région	Nombre d'entreprises en 2016	Effectif moyen d'employé en 2016	Effectif cumulé d'employé	Poids(%)
ADAMAOUA	388	7	2560	0,7
CENTRE	10 815	9	97847	27,1
YAOUNDE	10 443	9	95590	26,5
EST	312	7	2145	0,6
EXTREME-NORD	453	5	2220	0,6
LITTORAL	12 109	16	194887	54,1
DOUALA	11 272	16	181300	50,3
NORD	477	11	5116	1,4
NORD-OUEST	998	8	7885	2,2
OUEST	1 753	6	11052	3,1
SUD	268	27	7092	2,0
SUD-OUEST	1 299	23	29624	8,2
Ensemble	28 872	12	360426	100,0

Source : Centrale des Bilans 2016

Section 7. Chiffre d'affaires des entreprises en 2016

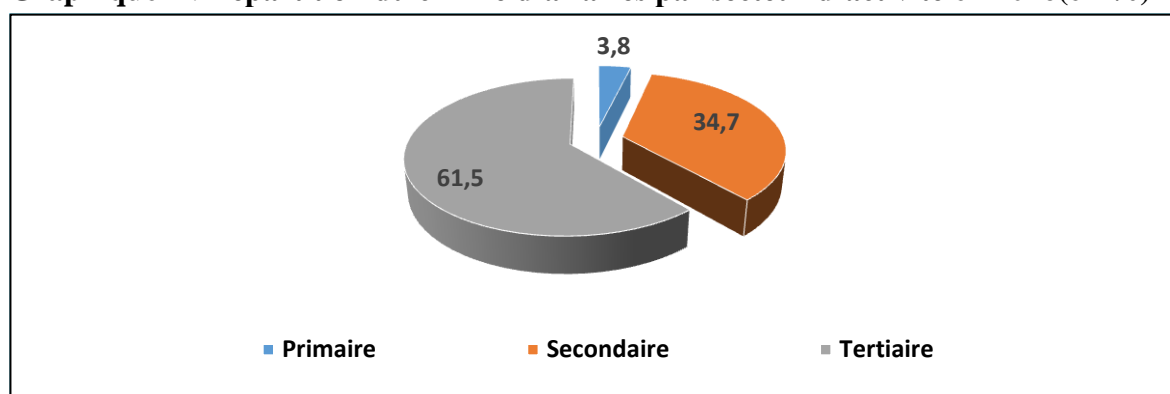
En 2016, les entreprises modernes ont généré 11 551 milliards de FCFA de Chiffre d'affaires. Près de 74% de ces entreprises réalise un chiffre d'affaires de moins de 50 millions, dont 53% d'entreprises avec moins de 15 millions. En outre, cette catégorie ne cumule que 2,5% du chiffre d'affaires total. Les entreprises ayant un chiffre d'affaires supérieur à 3 milliards sont moins nombreuses (1,5%) mais concentrent 78,7% du chiffre d'affaires généré par l'ensemble des entreprises en 2016.

Tranche de Chiffres d'Affaires	Nombre d'entreprises en 2016	Chiffre d'Affaires Moyen en 2016 (Millions de FCFA)	CA cumulé en 2016 (Millions de FCFA)	Poids (%)
Moins de 15 millions	15 294	6	89 512	0,8
15 millions à 50 millions	6 008	33	195 491	1,7
50 millions à 100 millions	3 180	69	218 103	1,9
100 millions à 250000000	2 059	229	471 618	4,1
250 millions à un milliards	1 402	481	674 536	5,8
un milliards à 3 milliards	486	1 665	809 316	7,0
3 milliards et plus	443	20 526	9 092 891	78,7
Ensemble	28 872	400	11 551 468	100,0

Source : Centrale des Bilans 2016

Par **secteur d'activité**, le tertiaire réalise 61,5% du chiffre d'affaires global. Il est suivi par le secteur secondaire avec 34,7%. Le poids du secteur primaire est de 3,8%.

Graphique 4 : Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité en 2016(en %)



Source : Centrale des Bilans, 2016

Dans le secteur tertiaire, la branche « Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules » demeure la plus performante avec 30,3% du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises. Elle est suivie par les « Activités financières et d'assurances » (9,6%), portée par le dynamisme observé dans certaines banques à l'instar de la BICEC et de la Société Générale.

Au niveau du secteur secondaire, deux (02) branches sont bien positionnées sur le marché. Il s'agit de : « Raffinage du pétrole et cokéfaction » (4,5%) et « Industrie de boissons » (4,3%).

Dans le secteur primaire, l'activité est tirée par les branches « Agriculture » et « Sylviculture et exploitation forestière ».

Le chiffre d'affaires moyen s'établit à 400 millions de FCFA pour l'ensemble des entreprises modernes répertoriées en 2016. Vingt-deux (22) branches sur 42 s'illustrent par une performance largement au-dessus de cette moyenne. C'est le cas notamment de la branche

« Raffinage du pétrole et cokéfaction » (259 584 millions de FCFA) ; suivie de la branche « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné » (22 373 millions de FCFA), « Industries de boissons » (13 655 millions de FCFA), et la branche « Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques » (10 609 millions de FCFA). En revanche, les performances les plus faibles s'observent dans les branches « Activités éducatives » (44 millions de FCFA), « Pêche et aquaculture » (59 millions de FCFA), « Activités fournies principalement aux entreprises » (61 millions de FCFA), et « Hébergement et restauration » (70 millions de FCFA).

Code Branche NACAM Rev1	Libellé de la branche	Nombre d'entreprises en 2016	Chiffre d'Affaire Moyen en 2016 (Millions de FCFA)	Chiffre d'Affaire cumulé en 2016 (Millions de FCFA)	Poids (%)
1	Agriculture	97	2 587	250 966	2,2
2	Elevage et chasse	73	156	11 378	0,1
3	Sylviculture et exploitation forestière	134	1 312	175 758	1,5
4	Pêche et aquaculture	4	59	237	0,0
5	Extraction des produits des hydrocarbures et d'autres produits énergétiques	24	10 609	254 610	2,2
6	Extraction des minerais	78	256	19 943	0,2
7	Industrie de la viande et du poisson	6	255	1 527	0,0
8	Travail des grains et fabrication des produits amylacés	22	6 598	145 156	1,3
9	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	60	2 608	156 505	1,4
10	Industrie des oléagineux et d'aliments pour animaux	52	2 849	148 123	1,3
11	Fabrication de produits à base de céréales	286	311	88 925	0,8
12	Industrie du lait, des fruits et légumes et des autres produits alimentaires	32	2 957	94 611	0,8
13	Industrie de boissons	36	13 655	491 564	4,3
15	Industries du textile et de la confection	55	362	19 895	0,2
16	Industries du cuir et fabrication des chaussures	10	97	967	0,0
17	Industries du bois sauf fabrication des meubles	205	825	169 082	1,5
18	Fabrication de papier,	291	206	59 983	0,5

Code Branche NACAM Rev1	Libellé de la branche	Nombre d'entreprises en 2016	Chiffre d'Affaire Moyen en 2016 (Millions de FCFA)	Chiffre d'Affaire cumulé en 2016 (Millions de FCFA)	Poids (%)
	carton et d'articles en papier ou en carton; imprimerie et reproduction				
19	Raffinage du pétrole et cokéfaction	2	259 584	519 168	4,5
20	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	85	1 851	157 312	1,4
21	Production de caoutchouc et fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	55	1 635	89 952	0,8
22	Fabrication de produits minéraux non métalliques	22	8 835	194 367	1,7
23	Fabrication des produits métallurgiques de base et d'ouvrages en métaux	167	1 596	266 572	2,3
24	Fabrication de machines, d'appareils électriques et matériels n.c.a	22	525	11 541	0,1
25	Fabrication d'équipements et d'appareils audio-visuels et de communication, fabrication d'instruments médicaux, d'optique et d'horlogerie	5	659	3 294	0,0
26	Fabrication de matériel de transport	4	392	1 569	0,0
27	Fabrication de meubles ; activités de fabrication n.c.a.	98	233	22 802	0,2
28	Réparation et installation des machines et équipements	61	230	14 031	0,1
29	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'air conditionné	16	22 373	357 964	3,1
30	Production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	48	1 574	75 549	0,7

Code Branche NACAM Rev1	Libellé de la branche	Nombre d'entreprises en 2016	Chiffre d'Affaire Moyen en 2016 (Millions de FCFA)	Chiffre d'Affaire cumulé en 2016 (Millions de FCFA)	Poids (%)
31	Construction	1 182	545	644 621	5,6
32	Commerce de gros et de détail et Réparation de véhicules	9 131	383	3 495 863	30,3
33	Hébergement et restauration	1 225	70	86 055	0,7
34	Transport et entreposage	1 184	607	719 193	6,2
35	Activité d'information et de télécommunications	660	1 218	803 954	7,0
36	Activités financières et d'assurance	366	3 021	1 105 669	9,6
37	Activités immobilières	460	211	97 154	0,8
38	Activités fournies principalement aux entreprises	10 499	61	638 178	5,5
40	Activités éducatives	1 121	44	49 558	0,4
41	Activité pour la santé humaine et action sociale	572	93	53 304	0,5
42	Autres activités fournies à la collectivité, activités sociales et personnelles	422	129	54 568	0,5
Ensemble	Ensemble	28 872	400	11 551 468	100,0

Source : Centrale des Bilans 2016

Selon la **région d'implantation**, l'essentiel de l'activité en termes de chiffre d'affaires se réalise dans les régions suivantes : Littoral (68,9%), Centre(18,6%) et le Sud-ouest (6,3%).

Graphique 5 : Poids économique des régions en termes de chiffre d'affaires en 2016(en %)

Région	Nombre d'entreprises en 2016	Chiffre d'Affaire Moyen en 2016 (Millions de FCFA)	Chiffre d'Affaire cumulé en 2016 (Millions de FCFA)	Poids (%)
ADAMAOUA	388	138	53466	0,5
CENTRE	10 815	199	2147497	18,6
EST	312	148	46 026	0,4
EXTREME-NORD	453	117	53 209	0,5
LITTORAL	12 109	657	7 954 321	68,9
NORD	477	347	165 313	1,4
NORD-OUEST	998	86	86 267	0,7

Région	Nombre d'entreprises en 2016	Chiffre d'Affaire Moyen en 2016 (Millions de FCFA)	Chiffre d'Affaire cumulé en 2016 (Millions de FCFA)	Poids (%)
OUEST	1 753	144	252 141	2,2
SUD	268	251	67 236	0,6
SUD-OUEST	1 299	559	725 991	6,3
Ensemble	28 872	400	11 551 468	100,0

Source : Centrale des Bilans 2016

Section 8. Les Top 15 des entreprises en termes de chiffres d'affaires en 2016

En 2016, la Société Nationale de Raffinage (SONARA) reprend la position de première entreprise camerounaise en termes de chiffre d'affaires, devant la Société Générale du Cameroun (SGC) qui occupait ce rang en 2015.

Rang	Raison sociale	Sigle	Ville	Branche d'activité	Variation du classement par rapport à 2015
1	SOCIETE NATIONALE DE RAFFINAGE	SONARA	LIMBE	Industrie de raffinage et cokéfaction	+1
2	SOCIETE GENERALE CAMEROUN	SG CAMEROUN	DOUALA	Banque et assurance	-1
3	SOCIETE ANONYME DES BRASSERIES DU CAMEROUN	SABC	DOUALA	Industrie de boisson	=
4	TOTAL CAMEROUN S.A	TOTAL CAMEROUN S.A	DOUALA	Commerce	=
5	ENERGY OF CAMEROON	ENEO	DOUALA	Production, distribution d'électricité	=
6	MTN CAMEROON S.A	MTN CAMEROON S.A	DOUALA	Information et télécommunication	=
7	TRADEX	TRADEX	DOUALA	Commerce	=
8	BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN	BICEC	DOUALA	Banque et assurance	=
9	ORANGE CAMEROUN S.A	ORANGE	DOUALA	Information et télécommunication	=
10	CONGELCAM S.A	CONGELCAM S.A	YAOUNDE	Commerce	=
11	OLAM CAM SA	OLAM CAM SA	DOUALA	Commerce	=
12	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DU COTON DU CAMEROUN	SODECOTON	GAROUA	Agriculture	+2

Rang	Raison sociale	Sigle	Ville	Branche d'activité	Variation du classement par rapport à 2015
	(SODECOTON)				
13	ALUCAM	ALUCAM	EDEA	Fabrication d'ouvrages métalliques	+2
14	TELCAR COCOA LTD	TELCAR COCOA LTD	DOUALA	Commerce	-2
15	LIBYA OIL CAMEROON	OILIBYA	DOUALA	Commerce	+1

Source : Centrale des Bilans 2016

Tout comme en 2015, le top 15 est dominé par le secteur tertiaire qui est représenté par dix(10) entreprises. Il s'agit des géants du secteur bancaire, de la distribution des produits pétroliers et des télécommunications.

Les entreprises du secteur secondaire sont au nombre de quatre comme en 2015 dans ce top15. Le primaire n'est représenté que par une (01) entreprise en l'occurrence la SODECOTON.

Section 9. Les Top 15 des entreprises en termes d'effectifs employés en 2016

En 2016, la CDC demeure la première entreprise du Cameroun en termes d'emplois permanents. Les secteurs secondaire et tertiaire quant à eux sont représentés respectivement par sept (07) et six (6) entreprises dans le classement.

Rang	Raison sociale	Sigle	Ville	Branche d'activité	Variation du classement par rapport à 2015
1	CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION	CDC	LIMBE	Agriculture	=
2	G4S SECURITY SERVICES CAMEROON	G4S SECURITY SERVICES CAMEROON	DOUALA	Activité de soutien aux entreprises	=
3	PLANTATION DU HAUT PENJA	PHP	NJOMBE	Agriculture	=
4	HEVEA CAMEROUN S.A	HEVECAM S.A	KRIBI	Transformation du caoutchouc et du plastique	=
5	AFRICA SECURITY CAMEROON	ASCAM	DOUALA	Activité de soutien aux entreprises	=
6	ENERGY OF CAMEROON	ENEO	DOUALA	Production, distribution d'électricité	+1

Rang	Raison sociale	Sigle	Ville	Branche d'activité	Variation du classement par rapport à 2015
7	GLOBAL ENTREPRISE TECHNOLOGY AND SECURITY	GETSEC	YAOUNDE	Activité de soutien aux entreprises	+1
8	HYGIENE ET SALUBRITE DU CAMEROUN	HYSACAM CAMEROUN	DOUALA	Production, distribution et captage d'eau et collecte des déchets	+1
9	CAMTEL	CAMTEL	YAOUNDE	Information et télécommunication	+1
10	SOCIETE ANONYME DES BRASSERIES DU CAMEROUN	SABC	DOUALA	Industrie de boisson	+1
11	PAMOL	PAMOL	EKONDO-TITI	Industrie des oléagineux et des aliments pour animaux	+1
12	CIBLE RH EMPLOI	CIBLE RH EMPLOI	DOUALA	Activité de soutien aux entreprises	-6
13	SAFA CAMEROUN	SAFACAM	DOUALA	Industrie des oléagineux et des aliments pour animaux	-1
14	ESSOKA SECURITY LTD	ESSOKA SECURITY LTD	BAMENDA	Activité de soutien aux entreprises	+1
15	SOCIETE CAMEROUNAISE DE PALMERAIS	SOCAPALM	DOUALA	Industrie des oléagineux et des aliments pour animaux	-2

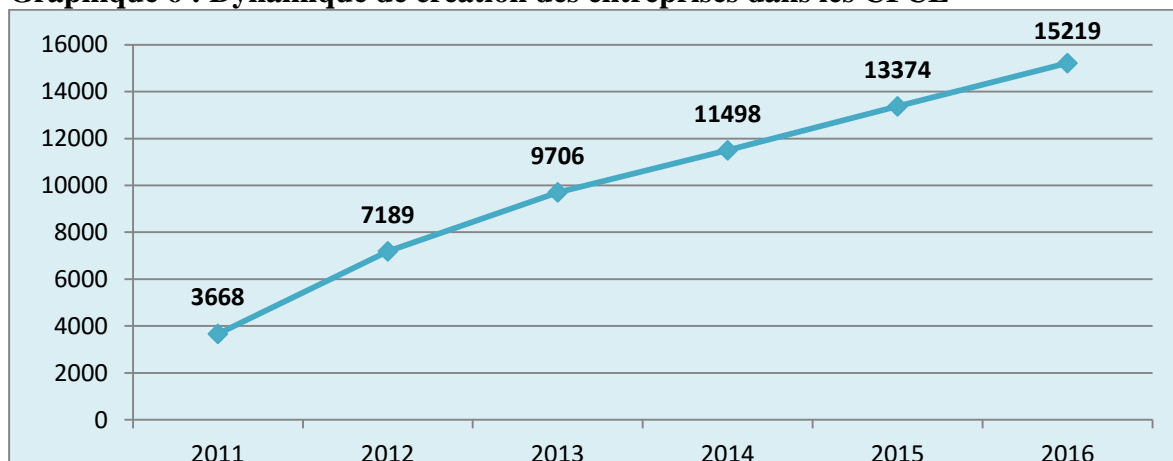
Source : Centrale des Bilans 2016

Section 10. Dynamique de création des entreprises dans les CFCE

Le gouvernement a entrepris depuis 2010 de nombreuses réformes en vue de faciliter la création et la formalisation des entreprises.

Pour l'année 2016, 15 219 entreprises ont été créées dans les CFCE, soit un accroissement de 13,8% par rapport à l'année 2015 ; inférieure de 2,5 points à la croissance de 16,3% enregistrée en 2014. Cette augmentation soutenue des créations d'entreprises peut s'expliquer d'une part par l'adhésion des opérateurs et la confiance que ceux-ci éprouvent vis-à-vis des CFCE, comme outil de formalisation des entreprises. D'autre part, il faut rappeler que le Gouvernement a mis en place diverses structures et programmes qui accompagnent les créateurs, porteurs et repreneurs de projets. Il s'agit entre autres de la Banque camerounaise des PME, de l'Agence de promotion des PME, du Bureau de mise à niveau des Entreprises, des Centres de Gestion Agréés (CGA) et des pépinières/incubateurs d'entreprises.

Graphique 6 : Dynamique de création des entreprises dans les CFCE



Source : Annuaire Statistique MINPMEESA 2017

Encadré 2 : Dynamique de création des entreprises. Evolution du cadre réglementaire et institutionnel

L'avènement depuis 2010 des Centres de Formalités de Créations d'Entreprises (CFCE), impulsé par le Cameroun Business Forum (CBF) constitue une importante réforme opérée par le Gouvernement, dans le sens de l'amélioration du climat des affaires. Dans son principe, cette réforme vise à simplifier les procédures de création des entreprises qui désormais se font en un guichet unique. A cet effet, d'importants textes ont vu le jour :

- ✓ l'Instruction No 001/CAB/PM du 18 Mars 2010 Relative aux formalités administratives de création des entreprises au Cameroun
 - ✓ l'Instruction n°004/CAB/PM du 25 mai 2012 relative aux formalités administratives de création d'entreprises au Cameroun
- la Circulaire Interministérielle N°001/ MINJUSTICE- MINPMEESA-MINFI du 30 mai 2012 relative à la procédure devant les Centres de Formalités de Création d'Entreprises.

Dix (10) innovations majeures dans la facilitation de la création d'entreprises, ont été introduites, relatives :

1. au coût (qui passe de 53 000 FCFA à 41 500 pour les personnes physiques),
2. les pièces à fournir (plus besoin de certifier sa CNI),
3. au titre de propriété (qui n'est plus exigible),
4. à la Signature électronique³ (instaurée conformément à l'Acte Uniforme OHADA révisé portant sur le droit commercial général),
5. à l'Extrait du casier judiciaire (Différé de trois mois, après avoir fait une déclaration sur l'honneur),
6. au Frais de bail (suppression de 10% des frais annuels de bail du local abritant l'entreprise jadis exigé

³L'acte Uniforme OHADA révisé relatif au droit commercial stipule en son article 82 que « Les formalités accomplies auprès des Registres du Commerce et du Crédit Mobilier au moyen de documents électroniques et de transmissions électroniques ont les mêmes effets juridiques que celles accomplies avec des documents sur support papier, notamment en ce qui concerne leur validité juridique et leur force probatoire.

lors de la création),

7. au Statut de l'entrepreneur⁴ (catégorie juridique introduite conformément l'Acte Uniforme OHADA),
8. à l'Etablissement des registres de commerce (Mise à disposition du greffier détaché au CFCE d'une série de numéros avec le CFCE comme seul endroit pour établir les RCCM de création d'entreprises),
9. à la Caisse unique (Tous les paiements se font au CFCE dans une caisse unique tenue par un percepteur des recettes) et
10. au Rôle des notaires (Le promoteur peut poursuivre lui-même la procédure après la certification de son contrat de société et la déclaration notariée de souscription).

Il convient de relever que l'institution des CFCE, s'inscrit dans un programme de réformes d'accompagnement du secteur privé, afin que celui-ci joue son rôle de moteur de la croissance et de création d'emploi. Ce qui exige de la part des opérateurs économiques une transparence dans les affaires. L'institution des centres de gestion agréés, par la loi des finances pour l'exercice 1996-1997 et organisés par le décret N°2000/002/PM du 06 janvier 2000, modifié par le décret N° 2007/0456/PM du 29 Mars 2007 et par la suite, le décret N°2011/1137/PM du 12 Mai 2011 fixant tous les avantages fiscaux accordés aux adhérents desdits centres, participe de ce souci.

Après les deux centres pilotes créées à Douala et Yaoundé en 2010, trois autres centres ont été créés en 2011 (Bamenda, Bafoussam, Garoua). Au cours de l'exercice 2014 le Cameroun compte huit (08) Guichets Uniques opérationnels avec la mise en service des Guichets à Maroua ; Limbé et Ebolowa.

En 2016, dix-huit(19) Centres de Gestion Agréés (CGA) sont fonctionnels au Cameroun. Le tableau ci-dessous présente leur liste.

N°	Raison sociale	Sigle	Région	N° Agrément	BP	Téléphone
1	Cabinet Auditec consulting et Kousok Thomas	K2K	Centre	0176/MINFI/DGI/LC/L du 25 octobre 2012	7748	679842634/ 222221167/ 699938950
2	Cabinet Managis Consulting	CMC	Centre	0174/MINFI/DGI/LC/L du 25 octobre 2012	12 873	
3	Délégation régionale de la CCIMA du Centre	CCIMA	Centre	0472/MINFI/DGI du 16 décembre 2014		
4	Délégation régionale de la CCIMA de l'Est	CCIMA	Est	0473/MINFI/DGI/LC/L du 18 décembre 2014		
5	Délégation régionale de la CCIMA de l'Extrême-nord	CCIMA	Extrême-nord	0471/MINFI/DGI/LC/L du 16 décembre 2014		
6	Cabinet FISCA comptable conseil	CFCC	Littoral	0173/MINFI/DGI/LC/L du 25 octobre 2012	3121	699598879
7	Délégation	CCIMA	Littoral	0175/MINFI/DGI/LC/L	4011	676552623/

	régionale de la CCIMA du Littoral			du 25 octobre 2012		33426787
8	Délégation régionale de la CCIMA du Nord	CCIMA	Nord	0475/MINFI/DGI du 16 décembre 2014		
9	Délégation régionale de la CCIMA du Nord-ouest	CCIMA	Nord-ouest	0471/MINFI/DGI du 16 décembre 2014		
10	Délégation régionale de la CCIMA de l'Ouest	CCIMA	Ouest	0171/MINFI/DGI/LC/L du 25 octobre 2012		
11	Délégation régionale de la CCIMA du Sud	CCIMA	Sud	0474/MINFI/DGI du 16 décembre 2014		
12	Délégation régionale de la CCIMA du Sud-ouest	CCIMA	Sud-ouest	0172/MINFI/DGI/LC/L du 25 octobre 2012		
13	Fédération Nationale des Associations des PME	FENAP	Littoral		12615	33426787
14	Confédération Camerounaise des PME	COPME	Centre			242020567 / 679539393
15	Organisation Patronale des Syndicats des Transporteurs	OPSTAC	Centre		15458	694603060
16	Syndicat National des Exploitants des débits de Boissons	SYNDEBOC	Centre		14947	691972965
17	Cabinet Leaderside Partners		Centre		12873	699849898
18	Cabinet FUEOSSEU Jean Paul		Centre		30819	699598879
19	Association des Commerçants et Artisans de l'Extrême-Nord	ACAEN	Extrême-Nord			

Source : MINPMEESA

Conclusion, perspectives et recommandations

En 2016, le nombre d'entreprises modernes répertoriées au Cameroun est passé à 28 872 unités, marquant ainsi une augmentation de +23,2% par rapport à 2015. Cette évolution s'explique soit par une création soutenue de nouvelles entreprises sur cette période ainsi qu'une meilleure couverture de la collecte des DSF.

Concernant la répartition géographique des entreprises, la région du Littoral, naturellement vient en tête avec 12 109 entreprises (41,9%), suivie du Centre avec 10 815, soit 37,5%. Ces deux grandes Régions qui ont à leur tête les métropoles que sont Douala et Yaoundé concentrent ainsi à eux seules près de 80% du tissu d'entreprises modernes.

Pour ce qui est de la forme juridique, les entreprises individuelles sont majoritaires (60,6%), suivies par les SARL (30,0%). L'on dénombre en outre 1 114 SA, soit 3,9 % du total des entreprises.

Par ailleurs les entreprises occupent au total 360 426 employés permanents en 2016. D'une manière générale, la taille de ces entreprises est assez modeste, 7 entreprises sur 10 emploient au plus 5 personnes. Toutefois, les PME prises dans leur ensemble ont un effectif employé cumulé de 120 139 personnes, soit 33,3% du total des emplois des entreprises modernes.

La répartition par branche d'activité situe les « Activités fournies principalement aux entreprises » (36,4%) comme premier pôle de concentration des entreprises, suivi par le « Commerce de gros et détail et réparation de véhicules » (31,6%).

Enfin, pour ce qui est du chiffre d'affaires, les entreprises ont généré un montant de 11 551 milliards de FCFA en 2016, soit une moyenne de 400 millions de FCFA par entreprise. Les grandes entreprises, avec 2,2% de concentration d'unités, réalisent 81,0% du chiffre d'affaires total des entreprises modernes. La branche « raffinage et cokéfaction » présente la plus grande performance avec un chiffre d'affaires moyen de 259 584 millions de FCFA, tiré principalement par la Société Nationale de Raffinage (SONARA). En revanche, la branche « Activités éducatives » avec un chiffre d'affaires moyen de 44 millions de FCFA est la moins performante.

En perspectives, les prochaines éditions du répertoire et de la démographie des entreprises intégreront l'analyse sur les EMF et sur les entreprises assujetties au Système Minimal de Trésorerie (SMT). Ces catégories d'entreprise contribuent en effet de plus en plus à la dynamique de l'activité économique nationale. A cet égard il faudra continuer sans relâche le plaidoyer afin de réunir les conditions nécessaires pour y parvenir.

Annexe : Equipe technique

Supervision générale

TEDOU Joseph, Directeur Général de l'INS

SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint de l'INS

Coordination technique

AMOUGOU René Aymar Bertrand, Chef du Département des Statistiques d'Entreprises

FANDIO TCHABO Ferdinand, Secrétaire Permanent au Plan Comptable

Equipe de rédaction

FANDIO TCHABO Ferdinand, Secrétaire Permanent au Plan Comptable

DJIALEU Eric Lambert, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

KONAÏ Fidèle, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

Equipe de relecture

FOKOU FOPI Serges, Chef de Division des Statistiques des Secteurs Productifs

OUMAROU IBN-EL Hamid, Chargé d'Etudes au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

METANGMO Janvier, Chargé d'Etudes à la Division des Statistiques des Secteurs Productifs

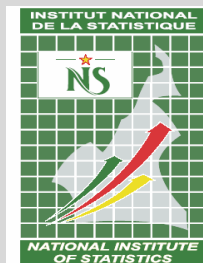
GUEMO KITIO Claudin Ford, Chargé d'Etudes au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

DJIDAWO DIFFO Ninon, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

NANA FEUKEU Armand, Chargé d'Etudes Assistant au Secrétariat Permanent du Plan Comptable

KENGNE KAMGA Arline Epouse FOMBA, Chargé d'Etudes Assistant à la Division des Statistiques des Secteurs Productifs

CE RAPPORT EST UNE PUBLICATION DU
DEPARTEMENT DES STATISTIQUES D'ENTREPRISES



BP : 134 Yaoundé

Tél : (+237) 222 22 04 45 / 222 22 54 21

Fax : (+237) 222 23 24 37 -

Site Web: www.statistics-cameroon.org